**PROCES-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SÉANCE ORDINAIRE DU VENDREDI 15 JANVIER 2010

Par suite d'une convocation en date du **7 janvier 2010**, les membres composant le conseil municipal de la Commune des AVIRONS se sont réunis à la Mairie le **vendredi quinze janvier deux mil dix, à dix huit heures**, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT**, Maire de la Commune.

La convocation comportant l'ordre du jour a été affichée le **7 janvier 2010**.

Il a été procédé à l'appel nominal des conseillers.

Présents : M. MONDON René - Mme BAILLIF Line Rose - M. DENNEMONT Jean Daniel - Mme ZETTOR Jacqueline - M. LESQUELIN Jean Hugues – M. ESCHYLE Gilles – Mme MEZINO Sylvaine - M. BENARD Alex – Mme HEBERT Monique - M. RIVIERE Lucien - Mme MARCHAND Gladys - Mme LAMOLY Viviane - M. SERMANDE Jean Pierre - Mme RIVIERE Suzette - Mme JULLIEN Marie Josée - Mlle ROMAINSTAL Géraldine - Mme CADAS Isabelle - Mme BARET Liliane - M. BADER Ricardot - M. CLOTAGATIDE Vincent - M. GRONDIN Jacki - M. REMY Michel.

Absents : Mme CADERBY Colette - Mme BETON Fernande.

Procuration : Mme LUCAS Roseline a donné mandat à Mme BAILLIF Line - M. FRINGUE Mickaël a donné mandat à M. DENNEMONT J. Daniel - M. RIVIERE Raphaël a donné mandat à M. MONDON René - M. FERRERE Eric a donné mandat à M. REMY Michel.

Le Maire a constaté le quorum.

Il a ensuite procédé, conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à la désignation d'un secrétaire de séance pris au sein du conseil.

Le conseil municipal a désigné **Monsieur CLOTAGATIDE Vincent** pour remplir les fonctions de secrétaire.

Les affaires suivantes étaient portées à l'ordre du jour :

Affaire n° 1 : Compte-rendu des décisions

- Adoption du procès-verbal de la séance du 23 novembre 2009

Affaire n° 2 : Etude pré-opérationnelle RHI Fond Maurice – Bas du Tévelave

- Autorisation de lancement de la procédure pour la concession d'aménagement

Affaire n° 3 : Urbanisme

- Bilan de la concertation et arrêt du projet de Plan Local d'urbanisme

Affaire n° 4 : Aménagement des VRD de la zone de l'ex-ferme – Tranche conditionnelle

- Approbation du plan de financement

Affaire n° 5 : Expropriation du terrain AM 419

- Autorisation d'ester en cassation

Affaire n° 6 : Dématérialisation

- Actes soumis au contrôle de légalité

Affaire n° 7 : Fixation pour l'année 2009 de l'Indemnité Représentative de Logement (IRL) due aux instituteurs non logés

Affaire n° 8 : CAUE – ADIL

- Renouvellement des conventions pour l'année 2010

Affaire n° 9 : Information du conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire

& &
&

AFFAIRE N° 1 / **Compte-rendu des décisions**

- **Adoption du procès-verbal de la séance du 23 novembre 2009**

Le Maire a rappelé l'article **L.2121-23** du **CGCT** qui stipule que les délibérations du conseil municipal sont signées par tous les membres présents à la séance.

Le règlement intérieur du conseil prévoit dans ce cadre que chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance qui suit son établissement.

Le procès-verbal de la **séance du 23 novembre 2009** a été transmis aux élus.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, à l'unanimité, a adopté le contenu du **procès-verbal de la séance du 23 novembre 2009**.

& &
&

AFFAIRE N° 2 / **Etude pré-opérationnelle RHI Fond Maurice – Bas du Tévelave**

- **Autorisation de lancement de la procédure pour la concession d'aménagement**

Le Maire a rappelé au conseil que la Commune des AVIRONS a missionné l'équipe constituée de :

◦ SODEGIS (mandataire de l'équipe)

- BET REAR (urbaniste)
- BET CREATEUR (VRD)

pour réaliser l'étude pré-opérationnelle de RHI sur les sites de **Fond Maurice** et le **Bas du Tévelave**

La mission comprenait 3 phases :

- 1° - Phase diagnostic (urbain, VRD et social)
- 2° - Phase de présentation des principes d'aménagement et des différents scénarios
- 3° - Phase de remise du projet d'aménagement urbain, du bilan d'opération et du rapport final.

Le Maire a rappelé le déroulement de la procédure.

⇒ L'ordre de service de démarrage des études a été délivré par la Commune des AVIRONS le 27 juin, notifié à la SODEGIS le 2 juillet 2008.

⇒ Les études ont démarré par l'organisation de réunions publiques sur les sites :

- Réunion publique du 11 juillet 2008 quartier Fond Maurice
- Réunion publique du 8 août 2008 Quartier Toupin
- Réunion publique du 21 août 2008 Quartier Persée.

⇒ Une première réunion de restitution a eu lieu le 18 septembre 2008 en Mairie des AVIRONS au cours de laquelle il a été remis :

- Le diagnostic social des 2 secteurs d'étude
- Le diagnostic technique
- Les scénarios d'aménagement de chaque secteur.

⇒ Une deuxième réunion de restitution a eu lieu le 25 novembre 2008 en Mairie des AVIRONS, au cours de laquelle il a été présenté :

- Le projet d'aménagement de chaque secteur d'étude
- Une première approche de bilan financier sur chaque secteur.

⇒ Plusieurs réunions de travail et de visite sur sites ont eu lieu durant l'année 2009. Une réunion de restitution avec les services de l'Etat s'est tenue le 14 décembre 2009.

⇒ Les rapports d'études finaux ont été présentés. Ces rapports font apparaître :

1) Pour la zone basse du Tévelave

Le secteur peut être scindé en :

- 2 poches RHI (poches PERSEE/BATAILLE et ZAQUEL)
- 1 secteur FRAFU social

Le secteur **RHI PERSEE** représente **16.8 ha** et pourrait permettre la construction de 136 logements nouveaux et 12 améliorations.

Le secteur **RHI ZAQUEL** représente une superficie de **1.8 ha** et pourrait permettre la construction de 40 logements nouveaux.

Le secteur **FRAFU** représente une superficie de **4 ha** et pourrait permettre la construction de 64 logements nouveaux et un programme d'équipements publics (groupe scolaire et terrain de grand jeu).

L'aménagement du secteur nécessite la réalisation de travaux externes à l'opération, notamment, le renforcement du réseau d'AEP.

En phase diagnostic, il avait été mis en évidence l'insuffisance de la réserve en eau pour permettre la densification du secteur et la nécessité de créer un réservoir de 800 m³.
Le montant de ces travaux est évalué à **1 060 000 € HT** sans source de financement.

Les travaux internes à l'opération peuvent bénéficier de financement :

- RHI
- FRAFU social
- FACE.

Le bilan présenté fait apparaître :

1) RHI :

. Montant de la dépense prévisionnelle :	7 227 879 € HT
. Recettes des charges foncières sur la base de 176 LLTS	1 408 000 € HT
. Recettes de MOUS + Recettes PAE	305 000 € HT
⇒ Déficit à financer	5 514 879 €
. Subvention RHI (80 %) (soit 23 468 €/log.)	4 411 903 €
. Participation Commune (20 %)	1 102 976 €

2) FRAFU social :

. Montant de la dépense prévisionnelle :	2 847 000 € HT
. Recettes des charges foncières sur la base de 64 LLTS	512 000 € HT
. Autres recettes (dont rétrocession à la Mairie du foncier d'assiette des équipements publics pour 412 200 €)	442 200 € HT
⇒ Déficit à financer	1 893 400 €
. Subvention FRAFU (soit 23 667 €/log. Aidé)	1 514 720 €
. Part communale	378 680 €

3) FACE :

. Montant de la dépense prévisionnelle :	630 604 € HT
. Subvention FACE (72 %)	453 963 €
. Part communale :	176 541 €

2) Pour le secteur Fond Maurice :

Le secteur global représente un périmètre de **17 ha** et pourrait permettre la construction de 58 logements et 9 améliorations de logement.

Les logements se répartissent en 2 poches :

- 28 logements sur le secteur en bas du Chemin Cabris avant la jonction avec la RD 11
- 30 logements le long du Chemin Lenclume.

L'aménagement du secteur Fond Maurice nécessite la réalisation de travaux externes à l'opération :

- Le renforcement du réseau AEP : la réserve en eau est insuffisante pour permettre la densification du secteur, il est nécessaire de ramener l'eau depuis Piton Rouge, ce qui représente un coût de **680 000 € HT**.

- L'extension du réseau EU jusqu'au collecteur primaire en Centre Ville, en passant en limite de la forêt. Le montant de ces travaux est estimé à **460 000 € HT**.

Les travaux internes à l'opération pourraient bénéficier de financements :

- ⇒ RHI
- ⇒ POE
- ⇒ Office de l'eau
- ⇒ FACE

Le bilan présenté fait apparaître :

1) RHI :

. Montant de la dépense prévisionnelle :	6 561 116 € HT
. Recettes des charges foncières	464 000 € HT
. Autres recettes	23 711 €
. MOUS	275 000 €
=> Déficit à financer :	5 798 405 €
. Subvention RHI	
La subvention RHI étant plafonnée à 25 000 €/log. Celle-ci sera de :	1 675 000 €
. La participation communale sera de :	4 123 405 €

2) PEO (Réseau E.U. structurant)

. Montant de la dépense	353 437 € HT
. Subvention POE (55 %)	194 390 €
. Participation Commune	159 047 €

3) Office de l'eau (amélioration du réseau AEP existant)

. Montant de la dépense	221 055 € HT
. Subvention Office de l'eau	132 633 €
. Participation Commune	88 422 €

4) FACE :

. Montant de la dépense :	253 100 € HT
. Subvention FACE (72 %)	183 320 € HT
. Participation Commune	69 780 € HT

Le bilan fait apparaître un besoin en financement RHI au-delà du plafond maximum de 25 000 €/log. En effet, un financement de l'Etat à 80 % sur un déficit de 4 638 724 montre un ratio logement aidé de 69 235 €. Ce ratio est inacceptable pour les services de l'Etat.

La difficulté pour l'équilibre financier de cette opération est le peu de potentialité constructive, alors qu'il y a un réel besoin en réfection et restructuration des voies et des réseaux.

La DDE a été sollicitée pour proposer un autre mécanisme d'aide au financement qui pourrait permettre la réalisation du projet.

Une piste de réflexion avec un financement qui pourrait être un forfait au logement en lien avec un programme de travaux très sommaire, du logement aidé neuf et des améliorations du logement, et le soutien d'une MOUS a été abordé.

Au vu des éléments sur visés, le Maire a proposé au conseil municipal :

- de concentrer les efforts financiers de la Commune sur l'opération **Bas du Tévelave**

- de différer l'intervention sur **Fond Maurice**, le temps d'une réflexion plus poussée sur d'autres modes opératoires
- de l'autoriser à lancer la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement pour la zone du **Bas du Tévelave**, conformément aux dispositions de l'article L.300-4 du Code de l'Urbanisme.

Monsieur GRONDIN Jacki a demandé un rappel des éléments qui déséquilibrent à ce point l'opération.

Les facteurs suivants lui ont été rappelés, à savoir :

- Importance des travaux à mener
- Très peu de foncier pour les logements neufs.

M. GRONDIN a alors posé la question de la possibilité ou non de sortir de l'opération l'alimentation en eau potable et l'assainissement des eaux usées.

Il lui a été répondu que l'intégration des réseaux secondaires permettait de bénéficier d'une aide. Pour les réseaux primaires, le maximum de financement avait été recherché et qu'il n'était pas possible de faire mieux.

M. GRONDIN a demandé quels étaient les leviers restants.

Il lui a été répondu qu'une réflexion sera menée pour la mise en place d'une intervention plus légère.

Le Maire a complété en précisant que l'opération sur Fond Maurice est différée le temps de trouver d'autres financements, le financement RHI n'étant pas adapté pour ce quartier.

M. GRONDIN a précisé que nous étions devant un choix politique.

Le Maire a précisé que ce choix était aussi financier.

M. GRONDIN a demandé au Maire ce qu'il entendait par le terme « différé » en rappelant que pendant la campagne, les RHI Fond Maurice et Toupin avaient été déclarées comme prioritaires et à réaliser pendant l'actuelle mandature.

Le Maire a répondu qu'il espérait trouver des financements avant la fin de la mandature.

M. GRONDIN a demandé s'il pouvait conclure à une réalisation tôt ou tard de l'AEP en Ø 150 sur Fond Maurice.

Le Maire lui a répondu qu'à son sens d'autres solutions techniques sont à étudier pour permettre la desserte en Ø 150 de la zone, notamment via le réseau SAPHIR existant à proximité. Pour ce qui est de l'assainissement des eaux usées, le Maire a rappelé que le réseau était obligatoire en RHI et que, compte tenu de l'ampleur des contraintes, d'autres systèmes seront recherchés.

M. GRONDIN a répondu que si les contraintes étaient trop fortes, quelles démarches seraient mises en œuvre ?

Le Maire lui a répondu que pour entreprendre une démarche, il devait soumettre la décision en conseil municipal.

M. GRONDIN a répondu que, pour lui, l'intervention sur Fond Maurice est une obligation et qu'il s'abstiendrait pour cette raison.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité absolue (**1 abstention : M. GRONDIN Jacki**) :

=> a décidé de concentrer les efforts financiers de la Commune sur l'opération **Bas du Tévelave**

=> a décidé de différer l'intervention sur **Fond Maurice**, le temps d'une réflexion plus poussée sur d'autres modes opératoires

=> a autorisé le Maire à lancer la procédure d'attribution d'une concession d'aménagement pour la zone du **Bas du Tévelave**, conformément aux dispositions de l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme et à signer le document contractuel correspondant.

& &
&

AFFAIRE N° 3 / Urbanisme
- **Bilan de concertation et arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme**

Le Maire a rappelé au conseil municipal les conditions dans lesquelles l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) des AVIRONS a été prescrite.

Le Plan d'Occupation des Sols (POS) des AVIRONS est opposable depuis le 15 décembre 1998. Les possibilités de développement offertes par ce document ont permis à la Commune d'accueillir 3000 habitants supplémentaires en 12 ans et plus de 1500 logements. Ce développement s'est accompagné de la réalisation de nombreux équipements de superstructure (école, maison de quartier...) et d'infrastructure (réseau d'assainissement, eau potable...)

Dès 2006, vu la croissance démographique et urbaine alors constatée, la Commune a souhaité engager les études d'urbanisme nécessaires à l'élaboration d'un plan local d'urbanisme dans un double objectif :

- Répondre aux nouveaux besoins émergeant sur le territoire
- Se doter d'un document conforme aux nouvelles lois « Solidarité et Renouveau Urbains » (SRU) du 13 décembre 2000 et « Urbanisme et Habitat » (UH) du 02 juillet 2003.

Dans le cadre de l'application de la loi SRU, le contenu et les modalités d'élaboration des documents d'urbanisme ont sensiblement évolué. Désormais intitulé Plan Local d'urbanisme (PLU), ce nouveau document requiert une approche globale de l'aménagement du territoire intégrant notamment la notion de développement durable.

Ainsi, par délibération en date du 16 juin 2006, le conseil municipal a prescrit l'élaboration du PLU.

Les principales orientations poursuivies par la Commune sont les suivantes :

- Préserver les sites naturels,
- Préserver les espaces agricoles les plus significatifs,
- Prévoir un aménagement urbain équilibré qui réponde aux besoins de toutes les catégories de population en matière de logements et d'activité économique
- Poursuivre l'équipement du territoire

- Maintenir un cadre de vie de qualité

Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme et en application de la délibération du conseil municipal en date du 16 juin 2006, la Commune a mené la concertation préalable à l'élaboration du PLU.

Ont notamment permis le bon déroulement de cette concertation :

- La mise à disposition du public en Mairie d'un registre destiné à recueillir les observations,
- La mise en place en Mairie et au service urbanisme d'un panneau présentant le projet de PADD et ses grandes orientations,
- La tenue de deux réunions publiques : le 27 novembre au Tévelave et le 04 décembre 2009 en Centre-Ville.
- La publication du PADD dans le bulletin municipal de décembre 2009.

La période d'étude a également été l'occasion pour la municipalité de rencontrer de manière informelle le public.

Le bilan de cette concertation fait apparaître :

- La volonté de la population d'ouvrir à l'urbanisation les secteurs situés en continuité immédiate des espaces urbanisés, de structurer et d'équiper ces espaces
- La nécessité de conserver un potentiel agricole sur les terres les plus riches,
- Un consensus global sur le développement souhaité pour la Commune à l'horizon 2015-2020.

Conformément aux dispositions de l'article L.123-9 du Code de l'Urbanisme, un débat au sein du conseil municipal a eu lieu au cours de la séance du 18 septembre 2009. Cette séance a été l'occasion de débattre des choix établis quant au développement communal.

Les différentes personnes publiques associées ou consultées ont pu s'exprimer sur les études ayant conduit à la réalisation de ce projet de PLU, notamment lors des réunions organisées les 19 octobre et 14 décembre 2009 en Mairie.

Le conseil municipal a été invité à :

=> Approuver le bilan de la concertation préalable

=> Arrêter le projet de PLU des AVIRONS tel qu'il est présenté en annexe. Le dossier projet intégral est tenu à disposition des conseillers municipaux à la Direction Générale des Services.

=> Soumettre pour avis le projet de PLU aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur ce projet.

=> Dire que la présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération et le projet de PLU annexée à cette dernière seront transmis à Monsieur le Sous Préfet de Saint Pierre ainsi que :

- . Aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général
- . Aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- . Aux présidents de la CCSud et de la CIVIS
- . Au président du Parc National de La Réunion,

- . Au président du Syndicat Mixte du SCOT Grand Sud
- . Aux Communes limitrophes.

M. GRONDIN Jacki a demandé une clarification des termes PLU et POS et quelle était la validité dans le temps du document arrêté.

Le Maire a répondu qu'il s'agissait essentiellement d'une modification des sigles. Sur l'échéancier, il a rappelé que le souhait était de rendre opposable le document au plus tard au mois de juillet avant l'approbation du nouveau SAR. Une nouvelle révision sera engagée par la suite dans un délai de trois ans, pour mettre le document en conformité avec le nouveau SAR.

M. GRONDIN a interrogé le Maire sur la proximité de la zone d'élevage de Bellecombe avec la zone urbanisée. A son sens, il est nécessaire d'avoir une zone tampon à ce niveau.

Le Maire a répondu que la zone tampon existait obligatoirement de part l'obligation de disposer d'un espace de 100 mètres autour des bâtiments d'élevage. Par ailleurs, il a rappelé qu'à partir de la RD 3, la Commune s'est astreinte aux règles imposées par le label « Village créole ».

M. GRONDIN a fait savoir qu'il raisonnait en termes d'outil et que sa question avait pour objectif la protection des éleveurs.

Par ailleurs, **M. GRONDIN** a noté que le secteur Fond Maurice était dans le PLU, proposé en RHI. S'agit-il obligatoirement d'une opération RHI ?

Il lui a été répondu que le secteur de Fond Maurice était classé en zone AUS. Cette zone couvre des espaces réservés à l'urbanisation future. Il peut s'agir de RHI ou de zone de développement associé. L'identification d'un périmètre d'étude avec ce zonage fera l'objet d'une délibération spécifique avec comme conséquence juridique principale, la possibilité pour la collectivité de surseoir à statuer sur les demandes de permis.

M. GRONDIN a également interrogé le Maire sur le report « à plus long terme » de la zone économique au niveau de la maison pointue. Est-ce à dire que cette zone sera réalisée tôt ou tard ? S'agit-il d'une zone de protection forte irriguée ?

Le Maire a apporté les explications sur la non inscription au présent projet de PLU en précisant toutefois que toute extension ne pouvait se faire qu'au détriment de la zone agricole ou naturelle.

M. REMY a fait savoir que son groupe regrette l'abandon de la zone d'activité et a demandé s'il n'y avait pas d'autres choix.

M. GRONDIN a précisé que le regret qu'il a émis se situait dans le choix de l'implantation de la zone.

Le Maire a rappelé que la zone de l'ex-ferme doit accueillir une zone d'activité. Il a par ailleurs présenté l'esquisse d'aménagement projeté.

M. BADER Ricardot a demandé des explications quant aux contraintes intégrées au projet pour les nouvelles constructions dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.

Il lui a été répondu qu'en la matière, il s'agissait plus de préconisation.

Au moment de passer au vote, **M. GRONDIN** a précisé que sa préoccupation portait essentiellement sur l'absence de zone tampon entre Bellecombe et la zone urbanisée, qu'il disposait d'une vision politique qui est la sienne et qui lui est propre et qu'en conséquence, il s'abstiendrait.

Le Maire lui a répondu que les administrés qui voient leurs terrains déclassés s'en rappelleront.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité absolue (**2 abstentions : M. GRONDIN Jacki – M. REMY Michel**) :

=> A approuvé le bilan de la concertation préalable à l'élaboration du P.L.U.

=> A arrêté le projet de PLU des AVIRONS tel qu'il est présenté en annexe. Le dossier projet intégral a été mis à disposition des conseillers municipaux à la Direction Générale des Services.

=> A soumis pour avis le projet de PLU aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur ce projet.

=> A dit que la présente délibération sera affichée pendant un mois en Mairie conformément à l'article R.123-18 du Code de l'Urbanisme.

=> Dit que la présente délibération et le projet de PLU annexé à cette dernière seront transmis à Monsieur le Sous Préfet de Saint Pierre ainsi que :

- . Aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général
- . Aux présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie de La Réunion, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- . Aux présidents de la CCSud et de la CIVIS
- . Au président du Parc National de La Réunion,
- . Au président du Syndicat Mixte du SCOT Grand Sud
- . Aux Communes limitrophes.

& &
&

AFFAIRE N° 4 / Aménagement des VRD de la zone de l'ex-ferme
Tranche conditionnelle
- Approbation du plan de financement

Le Maire a rappelé au conseil municipal que **l'aménagement des VRD de la zone de l'ex-ferme** comportait une tranche conditionnelle pour la partie basse.

Cette tranche conditionnelle a fait l'objet d'un marché attribué à l'entreprise GTOI. Elle concerne l'emprise comprise entre le Chemin n° 1 et la RD 11 –giratoire et voie de desserte compris-.

Son montant est de **2 371 528.06 € TTC**(prix non actualisé).

Aux fins de financer en partie cette opération, le Maire a proposé au conseil municipal d'affecter le solde de l'enveloppe du **Contrat de Coopération Communale –Volet priorité communale 2008/2010-** sur cette opération.

Soit le plan de financement suivant :

Montant TTC **2 371 528.06 €**

Financement :

• C. Général – CCC – VPD	646 753.19 €
• Commune	1 538 986.96 €
TVA – Prise en charge communale	185 787.91 €

Le Maire a informé également que l'assiette du foncier aménagé cédé aux futurs occupants du site fera l'objet d'une vente. La recette correspondante interviendra en déduction de la participation communale.

Le conseil municipal a été invité à :

- => Approuver l'opération
- => Approuver le plan de financement
- => Le cas échéant, autoriser le Maire à solliciter du Conseil Général la subvention correspondante.

Le conseil municipal, après discussions, a délibéré et, à l'unanimité :

=> A approuvé l'opération « **Aménagement des VRD de la zone de l'ex-ferme – Tranche conditionnelle** »

=> A approuvé le plan de financement correspondant, tel que proposé

=> A autorisé le Maire à solliciter du Conseil Général la subvention correspondante.

**& &
&**

AFFAIRE N° 5 / Expropriation du terrain AM 419
- Autorisation d'ester en Cassation

Le Maire a rappelé au conseil municipal que, dans le cadre de la procédure menée pour l'expropriation du terrain cadastré **AM 419** au Ruisseau –**Affaire Commune des AVIRONS contre Mme PEYRET FORCADE**- la Cour d'Appel, dans un arrêt rendu le 22 juin 2009, a fixé le montant des indemnités dues à **1 707 370 euros** dont :

- Indemnité principale : 1 553 200 €
- Indemnité de emploi : 154 170 €

La Cour d'Appel a entériné les conclusions de l'expert judiciaire qui, pour procéder à l'évaluation, a utilisé les références des ventes réalisées en 2007.

Il a informé que la Commune souhaitait contester cette décision et qu'il convenait, à cet effet, de saisir la Cour de Cassation.

Il a précisé que pour ce faire, le conseil municipal devait autoriser le Maire à saisir la Cour de Cassation.

M. REMY Michel a demandé s'il n'était pas possible de revenir en arrière.

Le Maire a répondu que non.

M. GRONDIN Jacki a demandé en quelle année la DUP avait été prononcée.

Il lui a été répondu : Mars 2006.

M. GRONDIN a interrogé le Maire sur les procédures suivies dans ce dossier.

Le Maire a expliqué les différents contentieux engagés, d'où la complexité.

M. GRONDIN a demandé au Maire de confirmer l'affectation du terrain à une école et une crèche compte tenu de l'évolution des besoins.

Le Maire a confirmé que l'expropriation était faite pour une école et une crèche.

M. GRONDIN a répondu que le Maire et lui savaient ce que signifiait une DUP. Il a demandé quelle était la ligne budgétaire sur laquelle était inscrit le montant de la dépense.

Il lui a été répondu que les crédits seront de nouveau proposés en inscription à la section d'investissement du B.P. 2010. Cette inscription sera suivie de la prise d'un arrêté de consignation.

M. GRONDIN a demandé quelle allait être l'action de la Mairie si les propriétaires demandaient à être payés maintenant.

Le Maire lui a répondu que le nécessaire serait fait pour procéder au paiement.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité absolue (**2 abstentions : M. GRONDIN Jacki – M. FERRERE Eric par procuration**), a autorisé le Maire à saisir la Cour de Cassation dans l'affaire qui oppose la Commune à **Mme PEYRET FORCADE** dans le cadre de l'expropriation du terrain cadastré **AM 419** au Ruisseau.

& &
&

AFFAIRE N° 6 / **Dématérialisation**
- **Actes soumis au contrôle de légalité**

Le Maire a porté à la connaissance du conseil que dans le cadre du développement de l'administration électronique, l'Etat s'est engagé dans un projet dénommé **ACTES**, qui pose les principes de la dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité.

Ces principes sont définis par **l'article 139 de la loi 2004-809 du 13 août 2004** relative aux libertés et responsabilités locales qui autorise la transmission des actes par la « voie électronique » et par le **décret n° 2005-324 du 7 avril 2005** relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour participer à cette démarche, la Commune doit se doter d'un dispositif de télétransmission susceptible de se connecter à l'application préfectorale ou recourir à un tiers homologué par le Ministère.

Les contacts pris avec les différents prestataires fixent le coût à environ :

▪ **4 000 € la première année:** licence d'accès, formation sur site, abonnement et certificats électroniques

▪ **1 500 € les années suivantes:** abonnement annuel.

Une convention doit également être signée avec l'Etat pour encadrer notamment la nature et les caractéristiques des actes transmis par voie électronique, les engagements réciproques des parties prenantes au dispositif pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après discussions, a délibéré et, à l'unanimité :

=> s'est prononcé favorablement sur le principe de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité

=> A autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission avec la Sous Préfecture de SAINT PIERRE, représentant l'Etat à cet effet, et tout document et engagement concernant cette affaire.

& &
&

AFFAIRE N° 7 / Fixation pour l'année 2009 de l'IRL due aux instituteurs non logés

Il a été demandé au conseil d'émettre, comme chaque année, un avis sur l'indemnité Représentative de Logement à servir aux instituteurs non logés au titre de l'année écoulée.

Il a été rappelé que pour 2009, après addition des principales majorations, le Ministre délégué aux libertés locales a proposé une indemnité de **2 779 €**.

La majoration essentielle est celle octroyée aux instituteurs mariés, en concubinage et/ou chargés d'enfants, soit **25 %**. Ce qui porte la base de calcul de l'I.R.L. à **2 223 €**.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, a émis un avis favorable sur la fixation de **l'Indemnité Représentative de Logement pour 2009** à un montant de **2 223 €**.

& &
&

AFFAIRE N° 8 / CAUE – ADIL - Renouvellement des conventions pour l'année 2010

Le conseil a été invité à se prononcer sur la reconduction des conventions de mission d'accompagnement qu'assurent habituellement au profit des administrés le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de la Réunion (CAUE) et l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement à la Réunion (ADIL).

Le Maire a rappelé que les prestations sont assurées sous forme de permanences régulières en Mairie (22 demi-journées de travail).

Pour 2010, le montant des participations financières de la Commune est identique à celui de l'année 2009, soit :

- pour l'ADIL : **2 715 €**
- pour le CAUE : **3 150 €**

Ces coûts comprennent la contribution générale à l'activité et la cotisation.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- A décidé de renouveler les conventions avec le CAUE et l'ADIL pour l'année **2010**, au bénéfice des administrés
- A autorisé le Maire, et en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer les documents correspondants.

& &
&

AFFAIRE N° 9 / Information du conseil municipal dans le cadre de sa délégation de pouvoirs au Maire

Le Maire a informé le conseil des décisions qu'il a prises dans le cadre de ses pouvoirs délégués.

Marchés publics : MAPA

Le listing des dépenses engagées dans le cadre de l'article L.2122-22 du CGCT a été mis à disposition auprès de la Direction Générale des Services.

Délivrance de concessions dans le cimetière :

Le listing des concessions délivrées dans le cimetière a été mis à disposition auprès de la Direction Générale des Services.

Droit de préemption :

Le Maire n'a pas jugé utile d'exercer le droit de préemption de la Commune sur les intentions de vente désignées ci-après :

Réf. Cadast.	Surface	P.O.S.	Situation	Propriétaire
AN 1065	23 m ²	UC	35 Rue Maximin Lucas	HEBERT M. Adèle
AS 420	1591 m ²	UA	58 Rue du Stade	Consorts CADERBY
AI 738	1231 m ²	2 NAu	Bas du Tévelave	TOUPIN M. Solange
AM 574 AM 845	860 m ²	UC	34 Ter Avenue Général de Gaulle	RIVIERE M. Gillette
AM 1521	455 m ²	UC	Av. G ^{al} . De Gaulle	ADY Jeannie

AD 1255	616 m ²	UD	32 Chemin Maurer	PALLARD Marcel
AR 1040 AR 1041	Terrain 877 m ² Appt 1 : 49 m ² Appt 2 : 48 m ²	UC	Sentier des Jacquiers	MNJ Construction
AN 753	848 m ²	UC	18 Rue Bougainvilliers	LELIEVRE Marc
AS 707	Terrain : 3796 m ² Appt : 47 m ²	1 NAUc	Résidence Les Sirènes 1	GUETON Marcel
AR 1314	446 m ²	UC	24 Chemin Barouty	NAGUIN COUPIN Didier

& &
&

Toutes les questions de l'ordre du jour ayant été épuisées, le Maire a levé la séance.

**Le secrétaire de séance,
Vincent CLOTAGATIDE**

**Le Maire,
Michel DENNEMONT**